

TITRE III - APPLICATION DE LA CONVENTION RELATIVE AUX BIENS CULTURELS

ARTICLE 301. TITRE ABREGÉ

Le présent titre peut être cité sous la forme suivante: « Loi d'application de la Convention relative aux biens culturels. »

ARTICLE 302. DEFINITIONS

Aux fins du présent titre :

- (1) Le terme « accord » inclut toute modification ou prorogation d'un accord conclu en vertu du présent titre qui est entré en vigueur à l'égard des Etats-Unis.
- (2) L'expression « matériel archéologique ou ethnologique de l'Etat partie » s'entend de :
 - (A) tout objet d'intérêt archéologique,
 - (B) tout objet d'intérêt ethnologique, ou
 - (C) tout fragment ou partie de tout objet visé à l'alinéa (A) ou (B) ci-dessus que a initialement été découvert sur le territoire de l'Etat partie et dont l'exportation est soumise à son contrôle. Aux fins du présent paragraphe:
 - (i) un objet ne peut être considéré comme objet d'intérêt archéologique que s'il
 - (I) revêt une importance culturelle,
 - (II) date d'au moins deux cent cinquante ans, et
 - (III) a été normalement découvert à l'occasion de fouilles scientifiques, d'excavations clandestines ou fortuites ou de recherches terrestres ou subaquatiques ; et
 - (ii) un objet ne peut être considéré comme objet d'intérêt ethnologique que s'il
 - (I) est le produit d'une société tribale ou non industrielle et
 - (II) a de l'importance pour le patrimoine culturel d'un peuple en raison de ses caractères distinctifs, de sa relative rareté ou de sa contribution à la connaissance des origines, du développement ou de l'histoire du peuple en question.
- (3) Le terme « Commission » s'entend de la Commission consultative des biens culturels (Cultural Property Advisory Committee) créée par l'article ci-après.
- (4) Le terme « destinataire » s'entend d'un destinataire au sens de la définition figurant à l'article 483 de la loi sur le tarif douanier (Tariff Act) de 1930 (19 USC 1483).
- (5) Le terme « Convention » s'entend de la Convention Concernant le Mesures à Prendre Pour Interdire et Empêcher l'Importation, l'Exportation et le Transfert de Propriété Illicites des Biens Culturels, adoptée par la Conférence général de l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science, et la Culture à sa seizième session.
- (6) L'expression « bien culturels » recouvre les objets visés aux alinéas (a) à (k) de l'article premier de la Convention, qu'un de ces objets soit ou non expressément désigné comme tel par un Etat partie aux fins dudit article.

- (7) L'expression « matériel archéologique ou ethnologique désigné » s'entend de tout matériel archéologique ou ethnologique de l'Etat partie qui :
- (A)
 - (i) est visé par un accord conclu en vertu du présent titre et entré en vigueur à l'égard des Etats-Unis, ou
 - (ii) fait l'objet de mesures d'urgence en vertu du présent titre et entré en vigueur de l'article 304 ci-après, et
 - (B) figure sur une liste arrêtée par voie réglementaire en application de l'article 305 ci-après.
- (8) Le terme « Secrétaire » s'entend du Secrétaire au Trésor (Secretary of the Treasury) ou de son représentant.
- (9) L'expression « Etat partie » désigne tout pays qui a ratifié ou accepté la Convention ou que y a adhéré.
- (10) L'expression « Etats-Unis » recouvre les différents Etats de l'Union, le District of Columbia et tout territoire ou zone dont des Etats-Unis assurent les relations extérieures.
- (11) L'expression « citoyen des Etats-Unis » s'entend de :
- (A) toute personne physique qui est citoyen ou ressortissant des Etats-Unis ;
 - (B) toute société de capitaux ou de personnes, association ou autre personne morale dont l'organisation ou l'existence est régie par les lois des Etats-Unis ou d'un des Etats de l'Union ;
 - (C) tout département, organisme ou entité de l'administration fédérale ou de l'administration d'un des Etats de l'Union.

ARTICLE 303. ACCORDS AUX FINS DE L'APPLICATION DE L'ARTICLE 9 DE LA CONVENTION ¹

(a) HABILITATION A CONCLURE DES ACCORDS

- (1) REGLE GENERALE. Si, à la suite d'une requête adressée aux Etats-Unis par un Etat partie en vertu de l'article 9 de la Convention, le Président établit :
- (A) que le patrimoine culturel de l'Etat partie est mis en danger par le pillage de matériels archéologiques ou ethnologiques de cet Etat partie,
 - (B) que l'Etat partie a, pour protéger son patrimoine culturel, pris des mesures conformes aux dispositions de la Convention,
 - (C) que :
 - (i) l'application, au matériel archéologique ou ethnologique de l'Etat partie, des restrictions à l'article 307 ci-après, si elle a lieu concurrentement avec des restrictions

¹ Dans son ordre exécutif n. 12555 de 1986, le Président des Etats-Unis a délégué au directeur de l'Agence d'Information des Etats-Unis (U.S. Information Agency) le pouvoir à exécuter certaines clauses de la loi d'application de la Convention relative aux biens culturels. Ce pouvoir a été transféré en 1998 au secrétaire d'Etat par la loi relative à la réforme et au remodelage des affaires étrangères (Foreign Affairs Reform and Restructuring Act). A partir de ce moment-là toutes les décisions concernant les accords aux fins de l'imposition des limitations à l'importation des biens culturels sont faites par le Département d'Etat des Etats-Unis tout en prenant en considération les recommandations de la Commission consultative des biens culturels.

similaires qu'appliqueraient ou prévoiraient d'appliquer dans un délai raisonnable les pays (Etats parties ou non) qui, pris séparément, ont un important commerce d'importation de ce matériel, aurait un effet dissuasif notable, propre à prévenir de graves pillages, et

(ii) il n'existe pas de solution moins radicale que l'application des restrictions énoncées audit article ; et

(D) que, dan les circonstances, l'application des restrictions à l'importation énoncées à l'article 307 est compatible avec l'intérêt général que présente pour la communauté internationale l'échange entre pays de biens culturels à des fins scientifiques, culturelles et éducatives,

le Président est habilité, sous réserve des dispositions du présent titre, à prendre le mesures indiquées au paragraphe (2) ci-dessous.

(2) POUVOIR DU PRESIDENT. Aux fins du paragraphe (1) ci-dessus, le Président peut conclure :

(A) un accord bilatéral avec l'Etat partie, portant application des restrictions a l'importation énoncées a l'article 307 au matériel archéologique ou ethnologique de cet Etat dont il a été constaté que le pillage met en danger le patrimoine culturel dudit Etat, selon l'alinéa (A) du paragraphe (1) ci-dessus, ou

(B) un accord multilatéral avec l'Etat partie et un ou plusieurs autres pays (qu'ils soient ou non Etats parties), disposant que les Etats-Unis appliqueront a ce matériel lesdites restrictions a l'importation, et les autres pays des restrictions similaires.

(3) REQUETES. Toute requête adressée aux Etats-Unis par un Etat partie en vertu de l'article 9 de la Convention doit être accompagnée d'un exposé écrit des faits connus de cet Etat partie qui se rapportent aux points a établir aux termes des alinéas (A) a (D) du paragraphe (1) ci-dessus.

(4) APPLICATION. Lors de l'application des dispositions de la présente section, le Président doit chercher a obtenir de l'Etat partie intéressé qu'il s'engage & autoriser l'échange de ses matériels archéologiques et ethnologiques dans les cas où cet échange ne met pas en danger son patrimoine culturel.

(b) DUREE D'APPLICATION. Le Président ne peut conclure en vertu de la section (a) ci-dessus un accord dont la durée d'application s'étendrait au-delà d'une période de cinq ans à compter de la date d'entrée en vigueur dudit accord & l'égard des Etats-Unis.

(c) RESTRICTIONS A LA CONCLUSION D'ACCORDS.

(1) REGLE GENERALE. Le Président ne peut conclure d'accord bilatéral ou multilatéral ainsi qu'il y est habilité par la section (a) ci-dessus que si l'application des restrictions a l'importation énoncées a l'article 307 au matériel archéologique ou ethnologique de l'Etat partie ayant adressé une requête aux Etats-Unis en vertu de l'article 9 de la Convention doit avoir lieu concurremment avec des restrictions similaires qu'appliquent ou que prévoient d'appliquer les pays (Etats parties ou non) qui, pris séparément, ont un important commerce d'importation de ce matériel.

(2) EXCEPTION AUX RESTRICTIONS. Nonobstant les dispositions du paragraphe (1) ci-dessus, le Président peut conclure un accord s'il établit qu'un pays qui, pris séparément, a un important commerce d'importation du matériel en cause n'applique pas de restrictions similaires et n'est pas susceptible d'en appliquer, mais que

(A) ces restrictions ne sont pas indispensables pour prévenir de graves pillages, et que

(B) l'application des restrictions a l'importation énoncées a l'article 307, concurremment avec des restrictions similaires qu'appliqueraient ou que prévoiraient d'appliquer d'autres pays (Etats parties ou non) qui, pris séparément, ont un important commerce d'importation dudit matériel, aurait un effet dissuasif notable, propre a prévenir de graves pillages.

(d) SUSPENSION DES RESTRICTIONS A L'IMPORTATION PREVUES

PAR LES ACCORDS. Si, après l'entrée en vigueur d'un accord a l'égard des Etats-Unis, le Président établit qu'un certain nombre de parties a l'accord (autres que les parties visées au paragraphe 2 de la section (c) ci-dessus) qui ont un important commerce d'importation de matériel archéologique et ethnologique visé par ledit accord :

- (1) n'ont pas mis en application dans un délai raisonnable des restrictions a l'importation similaires a celles qui sont énoncées à l'article 307, ou
- (2) n'appliquent pas ces restrictions de façon satisfaisante, de sorte qu'il n'en résulte pas d'effet dissuasif notable, propre a prévenir de graves pillages,

le Président suspend l'application des restrictions a l'importation prévues a l'article 307 jusqu'à ce que les pays en cause aient pris les mesures voulues pour remédier a la situation.

(e) PROROGATION DES ACCORDS. Le Président peut proroger pour des périodes successives d'une durée maximale de cinq ans chacune tout accord entré en vigueur a l'égard des Etats-Unis, s'il établit :

- (1) que les facteurs énoncés au paragraphe (1) de la section (a) ci-dessus qui ont justifié la conclusion de l'accord subsistent toujours, et
- (2) qu'il n'existe aucun motif de suspension au titre de la section (d).

(f) PROCEDURES. Si un Etat partie présente une requête conformément aux dispositions de la section (a), ou si le Président propose de proroger un accord conformément a la section (e), le Président :

- (1) publie au Registre Fédéral (Federal Register) un avis de la requête ou de la proposition ;
- (2) communique a la Commission tous renseignements relatifs a la requête ou a la proposition (y compris, s'il y a lieu, les renseignements fournis par l'Etat partie sur l'application de mesures d'urgence au titre de l'article 304 ci-après) qui sont utiles pour permettre a la Commission de s'acquitter de ses fonctions telles qu'elles sont définies a la section (f) de l'article 306 ; et
- (3) examine, pour décider de la suite a donner a la requête ou a la proposition, les vues et recommandations formulées par la Commission dans tout rapport
 - (A) dont l'établissement est prescrit par le paragraphe (1) ou (2) de la section (f) de l'article 306 ci-après et
 - (B) qui est présenté au Président dans un délai de 150 jours a compter de la date a laquelle le Président a communiqué a la Commission des renseignements sur la requête ou la proposition conformément au paragraphe (2) ci-dessus.

(g) INFORMATION SUR LES MESURES PRESIDENTIELLES

- (1) REGLE GENERALE. Chaque fois qu'il
 - (A) conclut ou proroge un accord en application de la section (a) ou (e) ci-dessus, ou
 - (B) applique des restrictions a l'importation en vertu de l'article 304 ci-après,

le Président présente sans délai au Congrès un rapport sur les mesures ainsi prises.

(2) RAPPORT. Le rapport prévu au paragraphe (1) ci-dessus contient :

- (A) l'exposé des mesures prises (y compris le texte de l'accord éventuellement conclu),
- (B) l'indication des divergences (le cas échéant) entre ces mesures et les vues et recommandations formulées par la Commission dans tout rapport que le Président était tenu d'examiner, et
- (C) l'indication des raisons motivant ces divergences éventuelles.

(3) INFORMATION RELATIVE AUX RECOMMANDATIONS DE LA COMMISSION

Si, dans un rapport que le Président est tenu d'examiner, la Commission recommande la conclusion d'un accord, et que celui-ci n'est pas conclu, le Président soumet au Congrès un rapport exposant les raisons pour lesquelles cet accord n'a pas été conclu.

ARTICLE 304. APPLICATION DE RESTRICTIONS A L'IMPORTATION EN CAS D'URGENCE

(a) DEFINITION DE LA SITUATION D'URGENCE. Aux fins de la présente section, l'expression « situation d'urgence », s'agissant de matériel archéologique ou ethnologique d'un Etat partie, signifie que ce matériel :

(1) est un type de matériel nouvellement découvert qui présente de l'importance pour la compréhension de l'histoire de l'humanité et qui est mis en danger par des pillages ou des actions de démantèlement, de dispersion ou de morcellement,

(2) peut être identifié comme provenant d'un site dont l'importance culturelle est reconnue et qui est mis en danger par des pillages ou des actions de démantèlement, de dispersion ou de morcellement (qui prennent ou menacent de prendre des proportions critiques) ou

(3) fait partie des vestiges d'une culture ou d'une civilisation particulière dont la mémoire est mise en danger par des pillages ou des actions de démantèlement, de dispersion ou de morcellement qui prennent ou menacent de prendre des proportions critiques ; et que l'application, a titre temporaire, des restrictions a l'importation énoncées a l'article 307 supprimerait ou réduirait les incitations au pillage, au démantèlement, a la dispersion ou au morcellement.

(b) MESURES PRESIDENTIELLES. Sous réserve des dispositions de la section (c) ci-dessous, s'il établit l'existence d'une situation d'urgence, s'agissant de matériel archéologique ou ethnologique d'un Etat partie, le Président peut décider d'appliquer à ce matériel les restrictions à l'importation énoncées à l'article 307.

(c) LIMITATIONS

(1) Le Président ne peut appliquer les dispositions du présent article a des matériels archéologiques ou ethnologiques d'un Etat partie que si ce dernier a adressé une requête aux Etats-Unis conformément à la section (a) de l'article 303 ci-dessus et fourni des renseignements permettant d'établir qu'il existe une situation d'urgence.

(2) Avant de prendre & l'égard d'un Etat partie la décision prévue a la section (b) ci-dessus, le Président examine les vues et recommandations formulées par la Commission dans le rapport que celle-ci doit établir aux termes du paragraphe (3) de la section (f) de l'article 306 ci-après, si ce rapport lui est soumis dans un délai de 90 jours a compter de la date a laquelle le Président a communiqué a la Commission, conformément au paragraphe (2) de la section (f) de l'article 303, des renseignements sur la requête présentée par l'Etat partie en vertu de la section (a) de l'article 303.

(3) L'application a des matériels archéologiques ou ethnologiques d'un Etat partie des restrictions a l'importation énoncées a l'article 307 ci-après ne peut être arrêtée en vertu du présent article pour plus de cinq ans a compter de la date a laquelle l'Etat partie a adressé une requête aux Etats-Unis, conformément a la section (a) de l'article 303. Le Président peut proroger l'application des restrictions pour une période supplémentaire de trois ans s'il établit que la situation d'urgence persiste, s'agissant du matériel archéologique ou ethnologique considéré. Toutefois, avant de prendre une décision en ce sens, le Président demande à la Commission et examine, s'il le reçoit dans un délai de quatre-vingt-dix jours,

un rapport contenant les recommandations motivées de la Commission sur l'opportunité de proroger les restrictions à l'importation.

(4) Les restrictions à l'importation appliquées en vertu du présent article peuvent être maintenues en totalité ou en partie si, avant la date à laquelle elles viennent à expiration en vertu du paragraphe (3) ci-dessus, il est entré en vigueur, en ce qui concerne les matériels archéologiques ou ethnologiques considérés, un accord au titre de l'article 303 ci-dessus ou un accord avec un Etat partie pour la ratification duquel le Sénat a donné un avis favorable et son assentiment. Ces restrictions à l'importation peuvent continuer à s'appliquer pendant toute la durée dudit accord.

ARTICLE 305. DESIGNATION DES MATÉRIELS VISES PAR LES ACCORDS OU LES MESURES D'URGENCE

Après l'entrée en vigueur d'un accord au titre de l'article 303 ou l'adoption de mesures d'urgence au titre de l'article 304, le Secrétaire, ayant consulté le Directeur de l'Agence d'Information des Etats-Unis (United States Information Agency), arrête (et s'il y a lieu révisé) par vole de règlement une liste des matériels archéologiques ou ethnologiques de l'Etat partie qui sont visés par ledit accord ou lesdites mesures. Le Secrétaire peut établir cette liste par type de matériel ou selon tout autre mode de classement approprié à condition que toute énumération faite en vertu du présent article soit suffisamment détaillée et précise pour offrir l'assurance (1) que les restrictions à l'importation prévues à l'article 307 seront appliquées exclusivement au matériel archéologique et ethnologique visé par l'accord ou les mesures d'urgence et (2) que les importateurs et autres personnes concernées auront dûment connaissance des matériels qui tombent sous le coup de ces restrictions.

ARTICLE 306. COMMISSION CONSULTATIVE DES BIENS CULTURELS

(a) CREATION. Il est créé une Commission consultative des biens culturels (« Cultural Property Advisory Committee »).

(b) COMPOSITION

(1) La Commission est composée de onze membres nommés par le Président, à savoir :

(A) deux membres représentant les intérêts des musées ;

(B) trois membres experts en archéologie, en anthropologie, en ethnologie ou dans des domaines connexes ;

(C) trois membres experts de la vente internationale des biens archéologiques et ethnologiques et autres biens culturels ;

(D) trois membres représentant l'intérêt de l'ensemble du public.

(2) Les nominations visées au paragraphe (1) ci-dessus sont faites de façon à assurer :

(A) une représentation équitable des diverses catégories d'intérêts du secteur public et du secteur privé dans l'échange international de matériels archéologiques et ethnologiques, et

(B) à l'intérieur de ces secteurs, une représentation équitable des intérêts des institutions et musées régionaux et locaux.

(3)

(A) Les membres de la Commission sont désignés pour des termes de trois ans et pourraient être redésignés selon le cas aux termes consécutifs. En ce qui concerne les

désignations initiales à la Commission, le Président nomme les membres sur une base représentative autant que possible et conformément à la convention suivante: quatre membres pour des termes de trois ans; quatre membres pour des termes de deux ans; et le reste pour des termes d'un an. Par la suite toutes désignations sont pour des termes de trois ans.

(i) Le Président s'occupe des places sur la Commission abandonnées pendant des termes actifs à la même manière que celles des termes initiaux. Les membres dont des termes sont achevés peuvent, s'ils le veulent, reprendre service sur la Commission jusqu'à leurs redésignations aux termes consécutifs ou jusqu'à la désignation des membres nouveaux qui leur remplacent.

(ii) Le Président désigne un Secrétaire de la Commission parmi les membres dudit Commission.

(c) DEPENSES. Les dépenses effectives que les membres de la Commission engagent dans l'exercice de leurs fonctions au service de celle-ci leur sont remboursées.

(d) DELIBERATIONS. Six membres de la Commission constituent le quorum. Toutes les décisions de la Commission sont prises à la majorité des membres présents et votants.

(e) PERSONNEL ET ADMINISTRATION

(1) Le Directeur de l'Agence d'Information des Etats-Unis met à la disposition de la Commission les services d'appui et concours administratifs et techniques dont celle-ci peut raisonnablement avoir besoin pour exercer ses activités. Quand la Commission en fait la demande, le directeur de tout autre organisme fédéral peut détacher auprès de la Commission, moyennant le remboursement des dépenses correspondantes, tous membres du personnel dudit organisme susceptibles d'aider la Commission à s'acquitter de ses fonctions, et lui fournir les renseignements et les concours dont elle peut raisonnablement avoir besoin pour exercer ses activités.

(2) La Commission se réunit sur convocation du Directeur de l'Agence d'Information des Etats-Unis, ou quand la majorité de ses membres en font la demande écrite.

(f) RAPPORTS DE LA COMMISSION

(1) Chaque fois qu'un Etat partie présente une requête conformément aux dispositions de la section (a) de l'article 303 ci-dessus, la Commission procède à une enquête et à un examen sur les points visés au paragraphe (1) de ladite section, en tant qu'ils concernent l'Etat partie ou la requête, et elle établit un rapport ou figurent

(A) les résultats de cette enquête et de cet examen ;

(B) ses conclusions quant aux pays qui, pris séparément, ont un important commerce d'importation du matériel en cause ;

(C) sa recommandation motivée sur l'opportunité de conclure, en ce qui concerne l'Etat partie, un accord au titre de la section (a) de l'article 303.

(2) Pour tout accord dont le Président propose la prorogation en vertu de la section (e) de l'article 303, la Commission établit Un rapport contenant ses recommandations motivées sur le point de savoir s'il y a lieu ou non de proroger l'accord.

(3) Toutes les fois qu'elle conclut à l'existence d'une situation d'urgence au sens de l'article 304 ci-dessus, la Commission établit un rapport dans lequel elle énonce ses recommandations motivées sur l'opportunité d'appliquer les mesures d'urgence prévues à l'article 304. Si un Etat partie indique dans la requête qu'il présente en vertu de la section (a) de l'article 303 ci-

dessus qu'il existe une situation d'urgence et que la Commission conclut que tel n'est pas le cas, la Commission établit un rapport dans lequel elle indique les raisons qui l'ont conduite à cette conclusion.

(4) Dans tout rapport établi par la Commission dans lequel celle-ci recommande de conclure ou de proroger un accord au titre de l'article 303 ou de mettre en œuvre les mesures d'urgence prévues à l'article 304, la Commission indique

(A) les dispositions qu'elle estime nécessaire et approprié de faire figurer dans ledit accord, ou d'appliquer, en ce qui concerne les mesures d'urgence, aux fins de réaliser l'objectif de la Convention ; et

(B) le matériel archéologique ou ethnologique de l'Etat partie, présenté par type de matériel ou selon tout autre mode de classement que la Commission jugera bon, qui devrait être visé par ledit accord ou lesdites mesures.

(5) Si un membre de la Commission ne souscrit pas à l'un des points d'un rapport établi en application de la présente section, il peut établir une déclaration indiquant les raisons de son désaccord ; cette déclaration est annexée au rapport, dont elle est considérée comme faisant partie intégrante.

(6) La Commission adresse au Congrès et au Président un exemplaire de chacun des rapports qu'elle établit en application de la présente section.

(g) EXAMEN PAR LA COMMISSION

(1) REGLE GENERALE. La Commission procède à un examen continu de l'efficacité des accords conclus en vertu de l'article 303 qui sont entrés en vigueur à l'égard des Etats-Unis et des mesures d'urgence prises en vertu de l'article 304.

(2) DECISIONS DE LA COMMISSION. Si, à la suite de cet examen, la Commission conclut

(A) qu'il existe une raison de suspendre, en application de la section (d) de l'article 303, les restrictions à l'importation imposées en vertu d'un accord,

(B) qu'un accord ou des mesures d'urgence ne produisent pas les effets pour lesquels l'accord a été conclu ou les mesures mises en œuvre, ou

(C) qu'il y a lieu de modifier les dispositions du présent titre pour assurer la pleine exécution des obligations incombant aux Etats-Unis aux termes de la Convention,

la Commission peut présenter au Congrès et au Président un rapport recommandant de suspendre lesdites restrictions à l'importation ou de renforcer l'efficacité dudit accord ou desdites mesures d'urgence ou du présent titre.

(h) LOI RELATIVE AUX COMMISSIONS CONSULTATIVES FEDERALES. Les dispositions de la loi relative aux commissions consultatives fédérales (Federal Advisory Committee Act, Public Law 92—463 ; 5 USC, appendice I) s'appliquent à la Commission ; sont toutefois exceptées les dispositions des sections (a) et (b) de l'article 10 et de l'article 11 de ladite loi (concernant les séances publiques, les avis au public, la présence du public et l'accès du public aux documents), dans les cas et dans la mesure où le Président ou la personne qu'il a désignée pour le représenter établit que la divulgation de questions examinées par la Commission compromettrait les objectifs ou le pouvoir de négociation du gouvernement lors de la négociation d'un accord autorisé par le présent titre.

(i) INFORMATIONS CONFIDENTIELLES

(1) REGLE GENERALE. Les renseignements (y compris les secrets de fabrication et les informations commerciales ou financières à caractère réservé ou confidentiel) communiqués

a titre confidentiel par le secteur privé a des fonctionnaires ou agents des Etats-Unis ou a la Commission, en liaison avec les attributions de cette dernière, ne peuvent être divulgués, si ce n'est :

(A) aux fonctionnaires et agents des Etats-Unis désignés par le Directeur de l'Agence d'Information des Etats-Unis

(B) aux membres de la Commission des Voies et Moyens (Committee on Ways and Means) de la Chambre des Représentants ou de la Commission des Finances (Committee on Finance) du Sénat désignés par les présidents respectifs de ces commissions aux membres du personnel de l'une ou l'autre de ces commissions désignés par les présidents respectifs de ces commissions aux fins de la négociation d'accords ou d'autres activités autorisées par le présent titre, et

(C) a la Commission créée par le présent titre.

(2) INFORMATIONS GOUVERNEMENTALES. Les renseignements communiqués a la Commission a titre confidentiel par des fonctionnaires ou agents des Etats-Unis ne peuvent être divulgués que conformément aux règles édictées par le Directeur de l'Agence d'Information des Etats-Unis après consultation de la Commission. Ces règles définissent les catégories de renseignements dont la Commission doit restreindre la diffusion ou qu'elle doit considérer comme confidentiels, eu égard au préjudice que la divulgation de ces renseignements dans le grand public porterait vraisemblablement aux intérêts des Etats-Unis. Ces règles doivent dans toute la mesure du possible permettre aux membres de la Commission de consulter utilement les personnes concernées par les accords envisagés qui sont autorisés par le présent titre.

(j) NON-HABILITATION A NEGOCIER. Aucune disposition du présent article ne peut être interprétée comme habilitant quiconque n'y est pas habilité ou autorisé par ailleurs a participer directement a la négociation d'un accord quelconque autorisé par le présent titre.

ARTICLE 307. RESTRICTIONS A L'IMPORTATION

(a) DOCUMENTS ATTESTANT L'EXPORTATION LICITE. Est interdite l'importation aux Etats-Unis de matériel archéologique ou ethnologique désigné qui a été exporté d'un Etat partie (que ce soit ou non a destination des Etats-Unis) après avoir été désigné par cet Etat en vertu de l'article 305, si ce n'est au vu d'un certificat ou d'autres documents délivrés par l'Etat partie attestant que l'exportation n'a pas eu lieu en contravention des lois dudit Etat.

(b) MESURES DOUANIERES EN L'ABSENCE DE DOCUMENTS. Si le destinataire de matériel archéologique ou ethnologique désigné n'est pas en mesure de présenter au fonctionnaire des douanes compétent, au moment des formalités d'entrée du matériel,

(1) le certificat ou autre document émanant de l'Etat partie qui est prescrit par la section (a) ci-dessus, ou

(2) des preuves satisfaisantes établissant que ledit matériel a été exporté de l'Etat partie

(A) au moins dix ans avant la date d'entrée, et que ni la personne pour le compte de laquelle le matériel est importé ni aucune autre personne apparentée ne s'est assurée par contrat ou n'a acquis, directement ou indirectement, un droit sur ce matériel plus d'un an avant la date d'entrée, ou

(B) au plus tard a la date a laquelle le matériel a été désigné en vertu de l'article 305

le fonctionnaire des douanes refuse le dédouanement du matériel, lequel est alors placé dans un entrepôt ou magasin de douane où il est gardé aux risques et aux frais du destinataire,

nonobstant toute autre disposition légale, jusqu'à ce que ledit fonctionnaire ait reçu les documents ou preuves exigés. Si ces documents ou preuves ne sont pas produits dans un délai de quatre-vingt-dix jours à compter de la date à laquelle le dédouanement a été refusé, ou tel délai plus long qu'accorderait le Secrétaire pour un motif valable, le matériel peut être saisi et confisqué. La présentation desdits documents ou preuves ne fait pas obstacle à l'adoption ultérieure des mesures prévues à l'article 310 ci-après.

(c) DEFINITION DES PREUVES SATISFAISANTES. Il faut entendre par « preuves satisfaisantes »

(1) aux fins de l'alinéa (A) du paragraphe (2) de la section (b) ci-dessus,

(A) une ou plusieurs déclarations sous serment de l'importateur ou de la personne pour le compte de laquelle le matériel est importé, ou l'auteur de la déclaration affirme qu'à sa connaissance

(i) ce matériel a été exporté de l'Etat partie au moins dix ans avant la date de son entrée aux Etats-Unis, et que

(ii) ni ledit importateur ou ladite personne, ni aucune autre personne apparentée, ne s'est assuré par contrat ou n'a acquis, directement ou indirectement, un droit sur ce matériel plus d'un an avant la date d'entrée dudit matériel ; et

(B) une déclaration de l'expéditeur ou de la personne qui a vendu le matériel à l'importateur, ou l'auteur de la déclaration indique soit la date à laquelle le matériel a été exporté de l'Etat partie soit, si cette date n'est pas connue, sa conviction que le matériel a été exporté de l'Etat partie dix ans au moins avant la date d'entrée aux Etats-Unis, ainsi que les raisons sur lesquelles il fonde cette déclaration ; et

(2) aux fins de l'alinéa (B) du paragraphe (2) de la section (b) ci-dessus,

(A) une ou plusieurs déclarations sous serment de l'importateur ou de la personne pour le compte de laquelle le matériel est importé, où l'auteur de la déclaration affirme qu'à sa connaissance le matériel a été exporté de l'Etat partie au plus tard à la date laquelle ce matériel a été désigné en vertu de l'article 305, et

(B) une déclaration de l'expéditeur ou de la personne qui a vendu le matériel à l'importateur, où l'auteur de la déclaration indique soit la date à laquelle le matériel a été exporté de l'Etat partie, soit, si cette date n'est pas connue, sa conviction que le matériel a été exporté de l'Etat partie au plus tard à la date à laquelle ce matériel a été désigné en vertu de l'article 305, ainsi que les raisons sur lesquelles il fonde cette déclaration.

(d) PERSONNES APPARENTEES. Aux fins des sections (b) et (c) ci-dessus, est réputé apparenté à un importateur ou à une personne pour le compte de laquelle le matériel est importé

(1) tout membre de la famille de l'importateur ou de la personne pour le compte de laquelle le matériel est importé, notamment, mais non exclusivement, un frère ou une sœur (y compris un demi-frère ou une demi-sœur), le conjoint, un ascendant ou un descendant en ligne directe

(2) Un associé de l'importateur, ou de la personne pour le compte de laquelle le matériel est importé, dans toute société de personnes ou autre affaire ; ou

(3) une société de capitaux ou toute autre personne morale dans laquelle l'importateur, ou la personne pour le compte de laquelle le matériel est importé, détient directement ou indirectement (y compris par procuration) la propriété ou le contrôle d'au moins 20% des actions ou parts conférant droit de vote.

ARTICLE 308. BIENS CULTURELS VOLÉS

Est interdite l'importation aux Etats-Unis d'un objet constituant un bien culturel dont il est prouvé qu'il fait partie de l'inventaire d'un musée, d'un monument public religieux ou civil ou d'une institution similaire d'un Etat partie et qui a été volé dans cette institution après la date d'entrée en vigueur du présent titre ou après la date d'entrée en vigueur de la Convention à l'égard de l'Etat partie, si cette dernière date est postérieure.

ARTICLE 309. DECISION REGLANT DE FACON PROVISOIRE LE SORT DES MATERIELS ET OBJETS QUI TOMBENT SOUS LE COUP DES DISPOSITIONS DU PRESENT TITRE

En attendant que soit établi de façon définitive si un matériel archéologique ou ethnologique, ou un objet constituant un bien culturel, a été importé aux Etats-Unis en contravention des dispositions de l'article 307 ou de l'article 308, le Secrétaire, à la demande d'un musée ou d'une autre institution culturelle ou scientifique des Etats-Unis ouverte au public, autorise cette institution à conserver le matériel ou l'objet, s'il constate que ladite institution

- (1) entend prendre des précautions suffisantes pour assurer la protection dudit matériel ou objet, et
- (2) a déposé une caution suffisante pour en garantir la restitution au Secrétaire.

ARTICLE 310. SAISIE ET CONFISCATION

(a) REGLE GENERALE. Tout matériel archéologique ou ethnologique désigné ou tout objet constituant un bien culturel, selon le cas, qui est importé aux Etats-Unis en contravention des dispositions de l'article 307 ou de l'article 302 peut être saisi et confisqué. Toutes les dispositions légales concernant la saisie, la confiscation et la répression des infractions à la législation douanière s'appliquent aux saisies et confiscations qui sont opérées – ou déclarées être opérées – en vertu du présent titre, dans la mesure où ces dispositions légales peuvent être appliquées aux dispositions du présent titre et ne sont pas incompatibles avec elles.

(b) MATERIEL ARCHEOLOGIQUE ET ETHNOLOGIQUE. Le sort de tout matériel archéologique et ethnologique désigné qui est importé aux Etats-Unis en contravention des dispositions de l'article 307 et confisqué au profit des Etats-Unis en vertu du présent titre est réglé par les dispositions suivantes :

- (1) offre est d'abord faite à l'Etat partie de lui restituer le matériel
- (2) à défaut de restitution à l'Etat partie, le matériel est restitué à la personne aux dépens de laquelle il a été confisqué et qui le revendique, si celle-ci fait la preuve :
 - (A) qu'elle en est légalement propriétaire ou
 - (B) qu'elle l'a acquis de bonne foi à titre onéreux ; ou
- (3) si le matériel n'est pas restitué à l'Etat partie conformément au paragraphe (1) ou à la personne qui le revendique conformément au paragraphe (2), il en est disposé de la manière prescrite par la loi dans le cas d'articles confisqués pour infraction à la législation douanière.

Le matériel ne peut être restitué en vertu du paragraphe (1) ou (2) ci-dessus que si l'Etat partie ou la personne qui le revendique, selon le cas, prend à sa charge les dépenses occasionnées par la restitution et la délivrance du matériel et se conforme à toutes autres prescriptions du Secrétaire concernant la restitution.

(c) OBJETS CONSTITUANT DES BIENS CULTURELS :

(1) Si, lors d'une procédure de confiscation instituée en application du présent article relativement a un objet constituant un bien culturel qui est importé aux Etats-Unis en contravention de l'article 308, la personne qui revendique l'objet fait la preuve que c'est elle, et non l'institution où l'objet a été volé, qui en est légalement propriétaire, en vertu du droit applicable, la confiscation n'est prononcée qu'à condition que l'Etat partie auquel l'article doit être restitué verse à ladite personne une indemnité équitable. Lorsque, dans une procédure de confiscation instituée en application du présent article, la personne qui revendique l'objet n'apporte pas la preuve de son droit de propriété, mais peut néanmoins prouver qu'elle a acquis l'objet à titre onéreux sans savoir, ni avoir de raison de penser, qu'il provenait d'un vol, la confiscation n'est prononcée qu'à condition :

(A) que l'Etat partie auquel l'objet doit être restitué verse à ladite personne une somme égale au prix qu'elle a payé pour l'achat de l'objet, ou

(B) que les Etats-Unis fassent la preuve que, dans des circonstances analogues, l'Etat partie, par l'effet de la loi ou à titre de réciprocité, récupérerait et restituerait un objet volé dans une institution des Etats-Unis sans exiger le versement d'une indemnité.

(2) Le sort de tout objet constituant un bien culturel qui est importé aux Etats-Unis en contravention de l'article 308 et confisqué au profit des Etats-Unis en vertu du présent titre est réglé par les dispositions suivantes :

(A) offre est d'abord faite à l'Etat partie sur le territoire duquel est sise l'institution visée à l'article 308 de lui restituer l'objet, sous réserve que l'Etat partie prenne à sa charge les dépenses occasionnées par la restitution et la délivrance de l'objet et se conforme à toutes autres prescriptions du Secrétaire concernant la restitution ; ou,

(B) si l'objet n'est pas restitué à l'Etat partie, il en est disposé de la manière prescrite par la loi dans le cas d'articles confisqués pour infraction à la législation douanière.

ARTICLE 311. PREUVES A FOURNIR

Nonobstant les dispositions de l'article 615 de la loi sur le tarif douanier (Tariff Act) de 1930 (19 USC 1615), lors de toute procédure de confiscation instituée en vertu du présent titre dans laquelle le matériel ou l'objet, selon le cas, est revendiqué par une personne quelconque, les Etats-Unis doivent faire la preuve :

(1) dans le cas d'un matériel tombant sous le coup des dispositions de Article 307, que ce matériel figure sur une liste arrêtée par le Secrétaire conformément aux dispositions de l'article 305 ; et

(2) dans le cas d'un objet tombant sous le coup des dispositions de l'article 308, qu'il s'agit d'un objet

(A) dont il est prouvé qu'il fait partie de l'inventaire d'un musée ou d'un monument public religieux ou civil ou d'une institution similaire située dans un Etat partie, et

(B) qui a été volé dans ladite institution après la date d'entrée en vigueur du présent titre, ou après la date d'entrée en vigueur de la Convention à l'égard de l'Etat partie intéressé si cette dernière date est postérieure.

ARTICLE 312. DEROGATION EN FAVEUR DE CERTAINS MATERIELS ET OBJETS

Les dispositions du présent titre ne s'appliquent pas à :

(1) du matériel archéologique ou ethnologique, ou un objet constituant un bien culturel, qui est importé aux Etats-Unis à des fins d'exposition ou de présentation temporaire, si ce

matériel ou cet objet est judiciairement insaisissable en vertu de la loi intitulée « Loi relative a l'insaisissabilité judiciaire de certains objets ayant une importance culturelle qui sont importés aux Etats-Unis aux fins de présentation ou d'exposition temporaire et a d'autres fins », adoptée le 19 octobre 1965 (22 USC 2459) ; ou

(2) du matériel archéologique ou ethnologique désigné, ou un objet constituant un bien culturel, qui est importé aux Etats-Unis, dès lors :

(A) que ce matériel ou cet objet est détenu aux Etats-Unis depuis au moins trois années consécutives par un musée, un monument religieux ou civil ou une institution similaire reconnue, qui l'a acquis a titre onéreux de bonne foi sans avoir eu connaissance que ledit matériel ou ledit objet avait été importé en contravention des dispositions du présent titre, sous réserve toutefois

(i) que l'acquisition dudit matériel ou objet ait été signalée dans une publication de cette institution, dans un journal ou un périodique paraissant régulièrement et tirant a 50.000 exemplaires au moins, ou dans un catalogue périodique ou catalogue d'exposition portant sur le type d'objet ou de matériel pour lequel il est demandé une dérogation aux dispositions du présent titre,

(ii) que ledit matériel ou objet ait été expose au public pendant une période ou des périodes d'une durée totale d'au moins un an au cours de cette période de trois ans, ou

(iii) que ledit objet ou matériel ait été catalogué et que le public ait Pu accéder au matériel de catalogage, sur sa demande, pendant deux ans au moins au cours de cette période de trois ans ;

(B) si l'alinéa (A) n'est pas applicable, que ce matériel ou cet objet se trouve aux Etats-Unis depuis au moins dix années consécutives et a été exposé durant cinq ans au moins, pendant cette période, dans un musée, un monument religieux ou civil ou une institution similaire reconnue située aux Etats-Unis et ouverte au public ; ou

(C) si ni l'alinéa (A) ni l'alinéa (B) n'est applicable, que ce matériel ou cet objet se trouve aux Etats-Unis depuis au moins dix années consécutives et que, pendant cette période, l'Etat partie intéressé a eu ou aurait normalement dû avoir connaissance (par une publication appropriée et accessible ou tout autre moyen prescrit par le Secrétaire par voie de règlement) du lieu où il se trouvait aux Etats-Unis ; et

(D) si aucun des alinéas précédents n'est applicable, que ce matériel ou cet objet se trouve aux Etats-Unis depuis au moins vingt années consécutives et que la personne qui le revendique prouve qu'elle l'a acquis a titre onéreux sans savoir, ni avoir de raison de penser, qu'il avait été importé en contravention de la loi.

ARTICLE 313. DISPOSITIONS

Le Secrétaire édicte les règles et règlements qui sont nécessaires et appropriés pour assurer l'application des dispositions du présent titre.

ARTICLE 314. EXECUTION

A l'intérieur du territoire douanier des Etats-Unis et aux Îles Vierges, l'exécution des dispositions du présent titre est assurée par les fonctionnaires des douanes compétents. Dans tout autre territoire ou zone des Etats-Unis extérieur audit territoire douanier et aux Îles Vierges, l'exécution de ces dispositions est assurée par les personnes désignées a cet effet par le Président.

ARTICLE 315. DATE D'ENTREE EN VIGUEUR

(a) REGLE GENERALE. Les dispositions du présent titre prennent effet le quatre-vingt-dixième jour suivant la date de la promulgation de la présente loi, ou a toute autre date fixée par le Président et publiée au Registre fédéral qui est :

(1) antérieure a ce quatre-vingt-dixième jour et postérieure a la date de promulgation de la loi, et

(2) postérieure a la désignation des membres composant initialement le Comité.

(b) EXCEPTION. Nonobstant les dispositions de la section (a) ci-dessus, les membres du Comité peuvent tout moment, après la promulgation de la présente loi, être nommés de la manière prévue a l'article 306.

Adoptée le 12 janvier 1983.